



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0020575
Bénéficiaire :	28731200300018 Service départemental d'incendie et de secours de la Savoie (SDIS 73)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	1

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	28731200300018
Raison sociale :	Service départemental d'incendie et de secours de la Savoie (SDIS 73)
Adresse :	73230 SAINT ALBAN LEYSSE

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels / OT05 - Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques / PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe / AP03-OT05-PI05b-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	MUSAR SAVOIE MONT BLANC
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Le projet se localise sur l'arc Alpin. Il est dans le Nord du territoire. Le module est réparti sur la SAVOIE et la HAUTE-SAVOIE. Il dispose de capacité de projection lui permettant ensuite de se rendre en tous lieux à bref délai. Les normes lui imposent d'être complet et opérationnel au point de départ désigné en moins de 10 heures après son activation. L'objectif est disposer ainsi d'un module, rapide et autonome qui peut répondre à la majorité des risques naturels qui sont susceptibles de se réaliser dans les Alpes. Il est le fruit d'une coopération entre les SDIS 73 et 74 mais est susceptible de pouvoir intervenir y compris dans le Sud des Alpes compte tenu de la projetabilité attachée aux modules USAR. Il peut également intervenir en renfort hors de la zone couverte par le POIA, sur demande des autorités concernées, en vertu du principe Européen de solidarité.
Adresse :	SDIS 73 Adresse :

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	07/12/2018
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2018-POIA-OS4 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 16 juillet 2019	Décisionnel	Dématérialisé	16/07/2019	

Description de l'opération	
La lutte contre un certain nombre de risques naturels suppose de pouvoir disposer d'outils adaptés et innovants, mis à la disposition des gestionnaires de risque. Dans ce cadre, il a été constaté lors de différentes crises majeures mettant en causes des risques naturels (glissement de terrains, cyclones, inondations et tremblements de terre) toute la pertinence pour les gestionnaires de crise de pouvoir disposer d'outils de type USAR (Urban Search And Rescue).	

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Ces outils, correspondent à un format international (INSARAG) défini par l'ONU à partir de 1992 et commencent à se disséminer à travers les territoires depuis 2010. La France compte actuellement 4 modules répondant à ce format : 1 dans la région OUEST, 1 dans la région parisienne, 1 module militaire dans la zone SUD (localisé à Brignoles) et 1 module civil dans la zone SUD réparti sur l'ensemble des départements. Il s'agit de modules classés « lourds » par leur nombre de personnels et le matériel. Ils ont toutefois plus une vocation internationale que transfrontalière ou régionale.

L'objectif est de combler le manque existant sur l'arc Alpin en constituant un module capable de pouvoir faire face à ces différents risques naturels et localisé dans les Alpes du Nord. Il s'agit de créer un module de taille moyenne (Médium USAR ou MUSAR).

Ce projet ne se contente pas de prendre en compte le manque existant et identifié sur l'arc Alpin et d'y répondre. Il adapte également le module aux spécificités du territoire. Ainsi, il sera le seul module Français à disposer de la capacité "montagne" lui permettant d'intervenir en appui de collectivités après des événements de type avalanche (à l'instar de celle ayant frappé Rigopiano en 2017). Cela lui permettra de pouvoir assister, en tous temps, des villages se trouvant au-dessus des 1.200 mètres et de pouvoir s'y établir pour faciliter la résilience de ce territoire.

Ce module disposera également d'autres spécifications comme une unité de purification de l'eau, qui lui permettra de pouvoir répondre aux besoins d'une population isolée durant un temps indéterminé. Il accélérera les problématiques de résilience d'un territoire après des épisodes de crues torrentielles ou plus généralement une fois un épisode pluvieux important achevé à l'instar de ce que les Alpes du Nord ont connu début 2018 ou l'Aude plus récemment.

Ces deux options citées précédemment font de ce module en font la seconde unité en Europe à disposer de la capacité "montagne" et le seul au monde à disposer de la double capacité "montagne" et "potabilisation".

Au-delà de la création du module, il s'agira également de former les différents gestionnaires de crise à pouvoir l'utiliser et à se servir de ce dernier comme d'un outil de gestion de crise efficace. Cette formation comprendra deux axes. Tout d'abord savoir utiliser les modules Français existant afin de pouvoir répondre à une crise. Ensuite, il s'agira de familiariser les administrateurs des crises à pouvoir utiliser ce module. Cela suppose d'en connaître les capacités mais aussi les limites. Les retours d'expériences résultant de crises majeures type séismes ou pluies suivies de glissement de terrain permettent de remarquer que ces modules sont souvent sollicités trop tardivement lorsqu'ils le sont. La méconnaissance de leur capacité d'emploi et de projection en est la cause principale.

Enfin, un second axe de formation sera développé. Il s'agira de former également les administrateurs des crises à accueillir des modules étrangers sur leur territoire. En effet, en cas de sinistre majeur tels que les tremblements de terre ou des avalanches de grande importance, la réponse nationale sera souvent complétée par une réponse Européenne. La formation des élus à accueillir ces modules, à travailler avec eux et à pouvoir les utiliser ensuite est un élément important pour assurer la résilience des territoires sur lesquels ces sinistres peuvent intervenir.

L'objectif de ce projet donc double : combler un manque dans les Alpes du Nord d'une part et d'autre part disséminer le plus largement possible l'emploi de modules USAR. Ces derniers en effet constituent la meilleure réponse modulaire susceptible de pouvoir être apporté à bref délai après la réalisation d'une catastrophe naturelle, exception faite des feux de forêt.

Objectifs recherchés :

Les objectifs recherchés à travers la constitution de ce module et les actions de formations qui sont adjointes sont de divers ordres.

Il s'agit, tout d'abord, de pouvoir disposer d'un module USAR susceptible de pouvoir répondre aux principaux risques naturels sur le nord des Alpes. Ce module, en effet, n'existe pas aujourd'hui et suppose une réponse basée sur une doctrine de type sauvetage déblaiement. Celle-ci ne répond qu'aux conséquences directes de tremblement de terres, et n'atteint qu'imparfaitement les objectifs de la doctrine INSARAG. Le caractère projetable du module "Sauvetage-déblaiement" est en effet moins important aujourd'hui que celui d'un USAR. De plus, dans le cadre d'une résilience accrue des populations et des territoires, aucun des administrateurs de crise n'est formé à pouvoir accueillir un détachement "Sauvetage-déblaiement" contrairement à un module USAR. Ce dernier inclut, en effet, non seulement l'autonomie mais autant la capacité à se projeter qu'à accueillir des unités similaires. En cas de sinistre majeur ou s'étendant sur une vaste partie du territoire, la prise en compte d'unités intervenant en renfort sera indispensable, que ces dernières proviennent de France ou d'autres ays.

En outre, ce module prend en compte les spécificités des Alpes du Nord, zone montagneuse dans laquelle des villages se trouvent régulièrement isolés en raison d'intempéries, de glissements de terrain, de coulée de boue ou d'autres éléments comme les avalanches. Il s'agit là de la cause ayant présidé à la création du module de potabilisation adjointe au module USAR. Les spécificités montagneuses sont également prises en compte à travers l'adaptation du module USAR, le deux-temps de la capacité « montagne » lui permettant de pouvoir intervenir dans les plaines mais également en moyenne montagne.

Enfin, au-delà de l'aspect technique, ce module prend également en considération la nécessaire formation dont doivent bénéficier les gestionnaires de crise et les populations situées sur le territoire. Il est en effet nécessaire de porter à la reconnaissance existence de ce module, ses capacités d'emploi ainsi que ses limites. Plus ces dernier en effet susceptible de solliciter tôt dans la réalisation d'une crise, plus il sera efficient et plus la résilience des territoires en sera facilitée. Ces actions comprennent ainsi de la formation au sens strict, mais également la constitution d'un scénario pédagogique pour la rendre

disséminable plus facilement.

Résultats escomptés (cible visée)

À travers ce projet, plusieurs éléments distincts sont susceptibles d'être réalisés.

Il y aura, tout d'abord, la création du module USAR. Ce module de taille moyenne, qui regroupe environ 43 personnels (sauveteurs, médecins, secouristes, groupe de commandements...) serait constitué entre les départements de la Savoie et de la Haute-Savoie. Il pourra intervenir, comme indiqué, sur la majorité des catastrophes naturelles susceptibles de se réaliser dans l'un de ces deux départements.

Les deux apports principaux de ce module, outre la gestion des risques en elle-même qu'elle permet, résident les spécificités opérationnelles qui l'entourent. D'une part, il s'agit du seul élément constitué un format international qui dispose de la capacité de pouvoir intervenir dans les massifs montagneux sur l'arc alpin. Outre ce résultat qui est susceptible de bénéficier à la majorité de la population du territoire POIA renforcé par la présence d'une unité de traitement de l'eau au sein du module. En effet, tant pour le traitement des territoires atteints par les sécheresses que pour les conséquences de la réalisation risques naturels plus importants comme des tremblements de terre ou des glissements de terrain, l'accès à l'eau potable dès les premiers instants est crucial. Ce complément inclus dans le module permettra de pouvoir assister les populations et les soulager soit en complément d'une intervention du module USAR soit de manière autonome.

Enfin, la constitution de ce module s'effectue sur plusieurs années. Chacune d'elles comprend des cycles de formation à destination des opérateurs mais également des gestionnaires de crise. La mise en place de ces outils, sur le territoire de gestion intégrée des risques constituera une amélioration de l'existant. Elle permettra d'augmenter la résistance des territoires face à la réalisation de ces risques ainsi que leur résilience face à ces derniers.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 01/01/2018

Fin : 31/12/2020

Le projet de construction et d'accréditation de ce module USAR s'articule autour de 7 phases consécutives.

La première de ces phases a commencé début 2018, par un courrier adressé par les Directeurs Départementaux des Services d'Incendie et de Secours de la Savoie et de la Haute-Savoie au Chef de l'Etat-Major Interministériel de la Zone de défense et de sécurité Sud-Est. Dans ce dernier, les deux directeurs faisaient acte de candidature à l'accréditation d'un modules USAR. Le Chef de l'Etat-Major faisait alors sienne l'analyse des deux directeurs et proposait la candidature de la zone de défense au point de contact national INSARAG.

Par la suite en juin 2018, une manoeuvre M0 a eu lieu en Savoie. Elle visait à évaluer l'état de préparation actuelle des équipes, à faire un bilan du matériel et des formations nécessaires. Cette étape s'est achevée par un compte rendu et par l'établissement d'un planning prévisionnel.

La seconde phase s'est ouverte en juillet 2018 pour se clore au mois de septembre. Elle a consisté essentiellement dans des formations de cadres, ainsi que dans la formation des équipes de terrain afin de pouvoir parvenir au niveau minimum leur permettant de pouvoir évoluer dans le cadre de l'accréditation. Elle s'est achevée par la réception du courrier du Ministère de l'Intérieur désignant un mentor pour l'accréditation et ouvrant le process.

La troisième phase a commencé au mois de septembre 2018, il s'agit de l'initialisation de la phase d'accréditation en tant que telle. Cette phase a compris une manoeuvre M1 réalisée sous le contrôle du mentor. Durant cette phase, des actions de formation à destination des cadres ont également eu lieu. La participation à un meeting international ainsi qu'à trois manoeuvres internationales de classification ou reclassification de module USAR sont également prévues. Cette phase s'achève le 31 décembre 2018.

La quatrième phase va commencer en janvier 2019 pour se terminer en décembre de la même année. Durant cette phase, trois manoeuvres vont intervenir en vue de parvenir à obtenir le niveau nécessaire à l'accréditation du module USAR. Deux auront lieu en Savoie une dans un autre pays. Durant cette phase, un exercice cadre sur table aura également lieu durant le mois de janvier. Il sera l'occasion d'associer des élus, afin que ces derniers puissent découvrir toute l'utilité d'un tel module. Enfin, l'année 2019 comprendra également la participation de cadres à une manoeuvre de classification en tant qu'observateurs. Durant cette phase, l'acquisition de la base vie ainsi que du module de purification de l'eau aura lieu. De même, la formation et l'acquisition de nécessaire à l'intervention de ce module en milieu montagneux sera initiée. A cette occasion, un partenariat avec l'Université SAVOIE-MONT-BLANC viendra renforcer les capacités linguistiques des intervenants ainsi que leur connaissances culturelles pour améliorer leur capacité à s'intégrer dans un dispositif international.

La cinquième phase est prévue pour se dérouler des mois de janvier à avril 2020. Durant cette phase un autre exercice sur table aura lieu, dans le même contexte que précédemment. Il permettra aux différents élus de mieux s'approprier le module ainsi qu'aux cadres de s'entraîner. Une manoeuvre de pré certification est prévue durant le mois de mars 2020. Elle permettra non seulement aux élus de pouvoir se rendre compte du fonctionnement sur le terrain de ce module mais également de pouvoir vérifier que ces derniers soient prêts en vue de son accréditation. Durant cette phase, le reste du matériel nécessaire sera acquis.

La sixième phase, devrait prendre place au mois de juin 2020. Il s'agira de l'accréditation du module. Elle comprendra sa mise



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

en oeuvre durant 36 heures depuis la mobilisation jusqu'à la démobilisation. Le franchissement de frontières ainsi que l'accueil par des administrateurs de la crise sera simulé. Il y aura des interactions avec des élus, des représentants de l'État. Le scénario d'accréditation est un tremblement de terre majeur.

La septième phase, sera celle de la dissémination des avancées obtenues par l'accréditation du module. Ce dernier une fois enregistré sera présentée aux administrateurs de crise ainsi qu'à ses gestionnaires sur l'ensemble du territoire des Alpes du Nord. Une large communication sera assurée ainsi qu'une formation des élus qui en exprimaient le besoin. Cette phase commencera dès l'accréditation et se terminera en décembre.

La timeline est fixée et le délai d'achèvement du projet est connu. Le temps a été validé par le mentor désigné qui l'a estimé cohérent au regard des premières manoeuvres et du travail restant à fournir. Elle est contrôlée tous les 15 jours par le comité de pilotage afin de parvenir à respecter le délai fixé par l'accréditation. Le retard dans une phase implique une compression de délais entre deux manoeuvres, la date finale étant difficilement modifiable.



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	TTC
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (TTC)
Dépenses de communication de l'opération Evénements, promotion, publication	Direct	Fonctionnement	5 000,00 €
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement Frais de déplacement (voyages, séjours) , frais de restauration, frais d'hébergement ²	Direct	Fonctionnement	20 000,00 €
Dépenses de personnel Salaires et charges	Direct	Fonctionnement	438 315,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Achat d'équipements et de machines	Direct	Investissement	180 000,00 €
Total :			643 315,00 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPÉENNE	FEDER-FSE		Auc / Aucun régime d'aide	50,00	321 657,50			
Total co- financier				50,00	321 657,50	0,00	0,00	0,00
Bénéficiaire				50,00	321 657,50			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	643 315,00	0,00	0,00	0,00



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

INSTRUCTION

Service instructeur :	Service POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	--------------	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération s'inscrit dans :

- AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels
- OT05 – Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques
- PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser les investissements destinés à remédier à des risques spécifiques, en garantissant une résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe

Elle est donc éligible à l'Appel à Projets AAP03-OT05-PI05d-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif.

De plus, l'opération a obtenu une note finale de 18,75/20.

SYNTHÈSE :

#opération éligible au PO, à l'appel, et qui obtient une note de 18,75/20 sans aucune note éliminatoire#